



Préparons-nous à la métamorphose de l'Afrique

**CHRONIQUE
JEAN-MICHEL SEVERINO**

A L'ÉGARD de l'Afrique, la compassion est de rigueur. Au fil des débats publics, le continent est présenté comme une terre durablement pauvre, à l'écart de la mondialisation. Ses habitants seraient promis à un avenir funeste dont la solidarité internationale, telle une perfusion d'antalgiques, devrait atténuer les souffrances. Ce regard, qu'il se veuille charitable ou « lucide », n'est pas sans rapport avec les réalités d'une Afrique qui émerge péniblement de plusieurs décennies de crise. Mais il ignore les bouleversements à l'œuvre sur le continent, dont peu saisissent aujourd'hui la mesure – ni les opportunités.

L'Afrique subsaharienne verra sa population passer de 750 millions aujourd'hui à 1,2 milliard en 2025 et 1,7 milliard en 2050. Cette dynamique s'accompagne d'une urbanisation massive : en 2025, 600 millions d'Africains vivront en ville, contre 200 millions en 2000 et 20 millions en 1950. La population d'Abidjan a été multipliée par 60 en quarante ans ! L'Afrique de demain sera aussi particulièrement jeune : 65 % des Subsahariens ont moins de 25 ans aujourd'hui, contre 30 % des Européens.

Trois ordres de conséquences sont à attendre de ces mutations majeures.

Conséquences migratoires, d'abord. La mobilité des populations africaines s'amplifiera à mesure du rééquilibrage entre zones surpeuplées et espaces de plus faible densité, mais aussi face aux transformations rapides et hétérogènes de l'espace économique africain. Si la vaste majori-

té de ces migrations aura lieu au sein du continent (la Côte d'Ivoire comptait déjà 26 % d'immigrés en 1998), leur ampleur impliquera inévitablement une croissance des flux vers le Maghreb et l'Europe.

Conséquences géopolitiques, ensuite. Le doublement de la population africaine en moins de quarante ans et les transferts de population qui en résulteront pourraient générer de fortes tensions politiques. L'Afrique peut ne pas être au bout de ses conflits fratricides.

Conséquences économiques enfin, qui autorisent l'espoir. En effet, au fur et à mesure que la population africaine se regroupe, elle croît en productivité. Les équipements (routes, écoles, hôpitaux...) sont plus efficaces dans les zones densément peuplées, et le commerce s'y développe. De plus, l'Afrique va pouvoir compter pendant plusieurs décennies sur un ratio entre actifs et inactifs extrêmement favorable, le même qui permit, il y a peu, le décollage économique chinois. Combinée à ces phénomènes, la nouvelle donne macroéconomique mondiale (prix croissant des matières premières, disparition de l'hyperinflation et forte réduction de la dette souveraine africaine) offre des opportunités de croissance inespérées jusqu'alors.

Fait peu connu, la croissance de l'Afrique subsaharienne s'est ainsi établie à près de 5 % en moyenne depuis 2000, soit le double de celle enregistrée en Europe. Le Fonds monétaire international (FMI) table sur un taux supérieur à 6 % pour 2007 et 2008.

Quelles implications pour la France et l'Europe ? Il importe que nos politiques publiques soient en phase avec ce moment de l'histoire, faute de quoi nous risquons le

chaos à nos portes – qu'aucune perfusion humanitaire ne saurait endiguer. Pour passer pacifiquement le cap de sa transition démographique, le continent a besoin d'une croissance économique forte et durable, seule garante de la sécurité économi-

que des populations. Le défi est donc de faire passer la croissance du continent de 5 % actuellement à 8 % ou 10 % par an.

Cela suppose de permettre aux économies africaines de s'insérer pleinement dans le système commercial international – et donc d'ouvrir davantage nos marchés à leurs biens. Mais cet ancrage dans la mondialisation par les échanges ne pourra avoir lieu en l'absence d'un réseau d'infrastructures fonctionnel et d'un tissu industriel et commercial dynamique. L'équipement et l'appui au secteur privé doivent ainsi compter parmi les priorités de l'aide publique en Afrique. L'atténuation des facteurs structurels de crise (tensions foncières, inégalités de revenus, accès aux ressources naturelles) fait également partie de la solution.

La réalisation de ces ambitions nécessitera la mobilisation de l'épargne africaine. Mais le financement d'une croissance durable et équilibrée ne pourra se passer d'un effort international important en termes d'aide publique au développement. L'Afrique du milliard et demi d'habitants s'imposera rapidement dans la mondialisation. Faute de s'engager dans cette voie, nous risquons de la voir s'inviter brusquement dans nos politiques intérieures. ■

Jean-Michel Severino est directeur général de l'Agence française de développement (jms@afd.fr)